

## **Prise de position du comité de l'Eure contre l'inclusion scolaire systématique et forcée**

Le comité s'est réuni le mercredi 14 janvier 2026 et a adopté cette prise de position.

Les conditions dans lesquelles l'inclusion scolaire est mise en place dans les écoles en application de la loi Montchamp de 2005 sont dramatiques. Elles provoquent la souffrance des enfants porteurs de handicap, de leurs parents, des autres élèves de la classe ou de l'école, des AESH et des enseignants.

Dans le même temps, les travailleurs médico-sociaux font face à une dégradation sans commune mesure de leurs conditions de travail et de la qualité de l'accueil des enfants porteurs de handicap.

Ces conditions ne vont faire que s'aggraver si le PLFSS est adopté, celui-ci prévoyant 3,6 milliards d'économie sur la santé alors que nombre d'élèves en situation de handicap ont besoin de soins et ne trouvent pas de places dans les établissements sociaux ou médico-sociaux dont ils devraient bénéficier.

Parents, AESH, enseignants et travailleurs médico-sociaux ont conscience que l'Acte 2 de l'école inclusive, mis en place par les gouvernements Macron, ne font qu'aggraver les conditions de scolarisation des enfants porteurs de handicap et les conditions de travail des agents les encadrant.

Ils savent aussi que, sous couvert d'inclusion, ces politiques ont un objectif d'austérité budgétaire : le budget de l'armée doit être augmenté de 7 milliards tandis que l'Éducation Nationale se verrait amputée de 4000 postes alors que les conditions d'accueil des élèves et de travail des personnels ne cessent de se dégrader.

Le comité de l'Eure exprime son rejet catégorique de cette politique d'austérité. Il se félicite des prises de positions syndicales qui exigent :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté ;
- Le maintien et la création des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux ;
- Le retrait du décret visant à généraliser l'externalisation des ESMS ;
- Le recrutement d'enseignants spécialisés et d'AESH ;
- Un statut de fonctionnaire de catégorie B et un vrai salaire pour les AESH avec un temps complet pour 24h d'accompagnement ;
- Le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL ;
- La reconnaissance, la sécurisation et la revalorisation de tous les professionnels en lien avec la scolarisation des élèves en situation de handicap.

**Il appelle parents, AESH, enseignants et personnels médico-sociaux à le rejoindre et à se saisir de toutes les initiatives qui seraient prises pour la satisfaction des revendications.**